

ENQUÊTE PUBLIQUE

Du 4 Novembre au 4 Décembre 2024

CONCERNANT L'ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION N°5 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) D'AMBILLY

DEPARTEMENT DE LA HAUTE SAVOIE



PROCES VERBAL DE SYNTHESE

SOMMAIRE

1 Généralités	p 4
1-2 Objet de l'Enquête	
2 Préparation de l'Enquête	p.7
2.1 Réunion avec les responsables du projet	
2.2 Publicité, Information du Public	
2.3 Etude du Dossier	
2.4 Visa et cotation des pièces du dossier d'enquête	
2.5 Vérification de l'Affichage	
3 Déroulement de l'Enquête	p.9
3.1 Mise à disposition	
3.2 Permanences	
3.3 Formalités de clôture	
4 Personnes entendues au cours de L'Enquête	p.9
4.1 Analyse comptable des observations	
4.2 Visite durant les permanences	
4.3 Récapitulatif de la participation du public	
4.4 Observations écrites dans le registre papier	
4.5 Observations reçues par courrier	
4.6 Observations reçues par Courriel	
5 Bilan du déroulement de l'enquête	p.11
5.1 Climat général en cours d'enquête	
5.2 Conditions règlementaires	
5.3 Conditions pratiques	
5.4 Prolongation de l'Enquête	
5.5 Clôture de l'Enquête	
6 Observations et avis du Commissaire Enquêteur	p 12

7 Commentaires et Réponses de la Mairie d'AMBILLY, sur les observations déposées. P 25

Procès-Verbal du Commissaire Enquêteur

1- GENERALITES

1.1 PREAMBULE

Je, soussigné Jean Claude HANON, commissaire enquêteur, désigné par décisions du président du Tribunal administratif de Grenoble du 02 Octobre 2024

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L 153-36 et L153-41 et suivants, relatifs à la procédure de modification du PLU,

VU, le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ambilly approuvé par délibération du Conseil Municipal N° 2014-059 en date du 3 Juillet 2014 ; modifié le 7 mai 2015 (modification simplifiée n°1), le 11 juillet 2016 (modification n°1), le 27 septembre 2018 (modification n°2), le 26 septembre 2019 (modification n°3) et le 13 février 2022 (modification n°3) ;

VU, l'Arrêté Municipal N°2024/123 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de modification n°5 du PLU,

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L410-1 et L411-2 ;

Enquête publique du 4 Novembre au 4 Décembre 2024 concernant la
modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

VU de code de justice administrative et notamment ses articles R421-5 et R421-5 ;

VU le décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique,

VU l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement,

VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale,

VU le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et à la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir un incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes,

VU la décision de M. le Président du Tribunal Administratif de Grenoble en date du 02 Octobre 2024 de me désigner comme commissaire enquêteur ;

VU, l'organisation et le déroulé de l'enquête du 4 Novembre au 4 Décembre 2024

VU, les avis au public par voie de presse et l'accomplissement des formalités d'affichage sur le territoire de la commune d'AMBILLY faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique,

VU, toutes les pièces du dossier regroupant les informations soumises au public sur le sujet précité,

VU, l'ouverture du registre d'enquête, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, aux fins de recevoir les observations du public, déposé en mairie d'AMBILLY.

Vu, l'arrêté N° 2025/004 du 16 Janvier 2025, de Monsieur le Maire de la Commune d'AMBILLY reportant la date de remise de mes conclusions au 31 Janvier 2025.

Désigné comme Commissaire Enquêteur, j'ai diligenté cette enquête publique sur le territoire de la commune d'AMBILLY, inclusivement du Lundi 4 Novembre 2024 au Mercredi 4 Décembre 2024, avec mes 3 permanences en Mairie d'Ambilly.

« **Monsieur le Maire,**

En application des textes cités en référence, j'ai l'honneur de vous communiquer les observations écrites et orales recueillies au cours de l'enquête publique relative a la modification N°5 du plan local d'Urbanisme de la commune d'AMBILLY. »

1.2 OBJET DE L'ENQUETE

« La commune dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 3 Juillet 2014, et qui a déjà fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution :

- Modification simplifiée n°1 : 7 Mai 2015
- Modification n°1 : 11 Juillet 2016
- Modification n°2 : 27 septembre 2018
- Modification simplifiée : 26 Septembre 2019
- Modification n°3 : 13 Février 2020,
- Modification n°4 : a été prescrite le 07 juillet 2023 par l'arrêté municipal n°2023-074 mais abrogée le 04 octobre 2023 par l'arrêté municipal n°2023-117.

La commune souhaite effectuer une modification n°5 de son PLU pour :

« Permettre des équipements essentiels liés à la forte croissance démographique de la commune et à l'augmentation de sa population à venir avec la ZAC Etoile. La politique de développement urbain sur le territoire de la commune doit donc être redéfinie. En outre, de nombreuses améliorations notamment en termes de suppression, de correction du règlement et des annexes, de suppression de périmètres d'attente de projet d'aménagement global doivent être réalisées.

La procédure de modification n°5 du PLU s'inscrit dans la continuité des orientations générales visées par le PADD du PLU en vigueur, qui traduit les ambitions suivantes :

- L'affirmation d'Ambilly en tant que ville pleinement agglomérée;
- L'intégration d'Ambilly dans son territoire;
- La nécessité d'identifier et de hiérarchiser les centralités communales;
- Optimiser l'urbanisation des secteurs encore disponibles en privilégiant la densification raisonnée, la diversification de l'offre en logements, la mixité sociale et l'accès aux équipements publics de proximité ;
- Restructurer l'urbanisation, refaire la ville sur la ville en profitant des opportunités offertes par les grands projets;

Enquête publique du 4 Novembre au 4 Décembre 2024 concernant la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) d'AMBILLY

- Aménager une ville accessible pour tous, vivante et plus verte;
- Aménager une ville apaisée, en lien avec la restructuration des déplacements favorisée par les grands projets;
- Aménager une ville accessible pour tous, vivante et plus verte;
- Aménager une ville apaisée, en lien avec la restructuration des déplacements favorisée par les grands projets,
- La reconnaissance et la mise en valeur de la trame verte.

Les évolutions apportées dans le cadre de la modification n°5 du PLU concernant :

- Orientation N°1 : Reclasser des zones urbaines et création d'un zonage pour les équipements d'intérêt collectif et services publics ;
- Orientation N°2 : Mise à jour et correction du document d'urbanisme.

Cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (PADD), de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

En revanche, en vertu de l'article L153-41 du code de l'urbanisme cette modification a pour conséquence soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, soit de diminuer ces possibilités de construire, soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

2- PREPARATION DE L'ENQUETE

2-1 Réunion avec les responsables du projet :

Après contacts téléphoniques une réunion préparatoire avec le responsable du projet a été organisée le 4 Novembre 2024 en présence de Mr CICLET, Adjoint à l'urbanisme, Madame Esther LOUAT, Chêfe de projet Aménagement et Environnement. A cette occasion le projet de modification N°5 du PLU d'AMBILLY m'a été présenté ainsi que toutes les pièces du dossier mis à l'enquête.

2-2 Publicité, information du public :

L'avis d'enquête a été apposé du 17 Octobre 2024 au 04 Décembre 2024 sur les panneaux extérieurs de la mairie d'AMBILLY.

L'avis ainsi que l'arrêté sont également publiés sur le site internet de la mairie, sur la plateforme numérique (WWW.ambilly.fr),
Toute information concernant ce projet pouvait être obtenue du service aménagement de la mairie, sur rendez-vous ou par courriel à l'adresse « amenagement@ambilly.fr ».
Un poste informatique avec accès gratuit à internet est mis à disposition du public, aux jours et heures d'ouverture de la mairie.

Les avis ont également été insérés dans les annonces légales des journaux suivants :

« Le Dauphiné Libéré » en date du 18 Octobre 2024
« Le Messenger » en date du 17 Octobre 2024
« Le Dauphiné Libéré » en date du 9/11/2024
« Le Messenger » en date du 7/11/2024

2.3 Etude du dossier:

Les pièces constituant le dossier soumis à l'enquête sont les suivantes :

PROJET SOUMIS A ENQUÊTE PUBLIQUE

- A)** Pièce n°1 Registre d'enquête publique,
- B)** Arrêté Municipal N°2024/123 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de modification N°5 du PLU,
- C)** 3.1 Plan de Zonage
- D)** 4- Règlement modifié
- E)** 5- Notice explicative de la modification du PLU N°5.
- F)** 6- annexes modifiées
 - a. 6-1 Liste des emplacements réservés et servitudes
 - b. 6-2 Liste des servitudes d'utilité publique
 - c. 6.3- Plan de présentation des risques inondation du Foron
 - d. 6.4- Classement sonore des infrastructures terrestres,
 - e. 6.5- Réseaux et assainissement,
 - f. 6.6- Règlement local de publicité intercommunal (RLPi).

PLAN LOCAL D'URBANISME DU 13 FEVRIER 2020

- 1-Règlement approuvé le 13/02/2020
- 2- Règlement graphique approuvé le 13/02/2020
- 3- Annexes approuvées le 13/02/2020

2.4 Visa et cotation du dossier d'enquête:

J'ai effectué le 04 Novembre 2024 à la mairie d'AMBILLY le paraphe de chacune des pièces des dossiers mis à l'enquête et des registres d'enquête.

2.5 Vérification des affichages :

J'ai effectué le 04 Novembre 2024 le contrôle des lieux d'affichage légal de la commune pour m'assurer de la présence de l'avis d'enquête publique et j'ai pu vérifier la disponibilité sur le site Internet de la mairie que l'information relative à l'enquête était disponible

3. RAPPEL DU DEROULEMENT DE L'ENQUETE

3.1 Mise à disposition, du 4 Novembre au 4 Décembre 2024 inclus, en mairie d'AMBILLY, aux jours et dates d'ouverture, d'un dossier d'enquête, et d'un registre d'enquête, ouverts cotés et paraphés par le commissaire enquêteur .

3.2 Permanences assurées par le commissaire enquêteur

A la mairie d'AMBILLY les jours suivants :

- * Lundi 4 Novembre 2024 de 14h00 à 17h00,
- * Mercredi 20 Novembre de 14h00 à 17h00,
- * Mercredi 4 Décembre de 14h00 à 17h00.

3.3 Formalités de clôture :

- Le registre d'enquête a été clos par mes soins dès la clôture de l'enquête le mercredi 4 Décembre à 17h00.
- Le certificat d'affichage a été fourni par la mairie d'AMBILLY et joint en annexe.

4. PERSONNES ENTENDUES AU COURS DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE ET OBSERVATIONS RECUEILLIES :

4.1 Analyse comptable des observations :

Afin de rester fidèle à l'esprit de la loi et de ne pas pénaliser les personnes qui sont intervenues lors de l'enquête, j'ai tenu compte de l'ensemble des observations faites.

Au total 16 personnes ont rencontré le commissaire enquêteur lors des permanences

4.2 Visites pendant les permanences:

4.2.1 Première permanence du Lundi 4 Novembre 2024

Deux visites pour consulter le dossier sans porter de mention sur le registre d'enquête :

- **Monsieur CARA,**
- **Mr et Mme CUOMO** Rue de l'Europe zone UI.

4.2.2. Deuxième permanence du Mercredi 20 Novembre 2024

Neuf visites pour consulter le dossier sans porter de mention sur le registre d'enquête :

Messieurs MINET Rémi et FAVRE Jacky, Qui déposent le courrier correspondant au courriel déjà envoyé concerné par la révision N°4. Leur courrier sera intégré au registre d'enquête.

Monsieur LASAGNE, Venu consulter le dossier concernant l'emplacement N°9.

Monsieur COMPAS, Venu consulter le dossier notamment la zone UI.

Madame MAULINI, Venue consulter le dossier au sujet de la sortie de l'impasse du Couchant.

Madame CALENDRIER, Venue se renseigner sur le n°511 de la rue du Docteur Roux,

Madame BURNIER Fabienne,

Madame BRUNIER Anne,

Madame CHAREYRE Elodie, Toutes trois venues consulter le dossier et se renseigner sur le devenir urbanistique de la Ville.

4.2.3. Troisième permanence du Mercredi 4 Décembre 2024

visites pour consulter le dossier sans porter de mention sur le registre d'enquête :

Monsieur GALLAY, propriétaire en zone AU3, quid de l'éventuelle préemption de sa propriété par la Ville.

Madame MILLI et Monsieur SUTTER, représentants de la copropriété « Le Vert Gallant ». Concernant les emplacements réservés N° 31 et 32, quid du devenir des marronniers suite au vote du Conseil Municipal à ce sujet.

Monsieur HUMPHREY, concernant la suppression de l'emplacement réservé N°42, le devenir de l'emplacement réservé N°9 et de devenir et l'aménagement du terrain classé en zone Np, jouxtant sa propriété. Dépôt d'un courrier joint au registre d'enquête.

Monsieur GUERIN, venu consulter le dossier et le plan.

4.3. Récapitulatif de la participation du public :

Au total 16 personnes ont rencontré le commissaire enquêteur lors de ses trois permanences. Elles ont pour partie inscrit leurs observations sur le registre papier ou ont transmis un courrier.

4.4. Observations écrites dans le registre d'enquête ;

- *Deux personnes physiques sont intervenues dans le registre d'enquête.*

<i>Numéro du registre papier</i>	<i>Dates</i>	<i>Nom</i>
<i>RP1</i>	<i>28/11/2024</i>	<i>VASIC Thomas</i>
<i>RP2</i>	<i>3/12/2024</i>	<i>Mr GLORY</i>

4.5. Observations reçues par courrier :

- *Mr MINET Rémi (courrier identique à la contribution par courriel),*
- *Monsieur HUMPHREY*
- *« Ambilly terres citoyennes ».*

4.6. Observations reçues par Courriel :

- *Monsieur Sisomphane Soumpholphakdy*
- *Monsieur René MILLET*

-----000000-----

CLÔTURE DE L'ENQUÊTE A 17h00

5- BILAN DU DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

5.1 Climat général en cours d'enquête :

Les personnes venues déposer pendant l'enquête se sont montrées responsables, conscientes de l'intérêt général du projet.

Aucun incident notable ne s'est produit pendant l'enquête

5.2 Conditions règlementaires:

La présente enquête publique a pour objet le Projet de modification N°5 du PLU d'AMBILLY.

5.3 Conditions pratiques:

Deux permanences se sont tenues dans les locaux de la mairie d'AMBILLY

Les conditions d'accueil du public ont été favorables, l'organisation matérielle pour la consultation du dossier et le dépôt d'observations par le public a bénéficié du soutien efficace du personnel de la mairie.

5.4 Prolongation de l'Enquête

La présente enquête n'a pas nécessité de prolongation du fait que :

- La publicité légale préalable à l'enquête a été suffisante ;
- La date du déroulement de l'enquête n'a visiblement pas fait l'objet de remarques, malgré son chevauchement avec des vacances scolaires ;
- Aucun aléa notoire n'est venu troubler le déroulement de l'enquête ;
- Aucune demande prolongation n'a été formulée dans ce sens par le public.
-

5.5 Clôture de l'enquête

A la fin de la dernière permanence du 04 Décembre 2024, j'ai clôturé l'enquête et Mr le Maire d'AMBILLY, m'a remis les documents mis à disposition du public ainsi que le registre d'enquête.

6- OBSERVATIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Nota : Quand un extrait de l'observation ou du dossier est transcrit tel que rédigé, il est alors présenté entre « guillemets ».

Le Commissaire Enquêteur précise que ses avis ne sont que personnels, les décisions finales ne pourront être prises que par la ou les Commissions.

6-1 Observations sur le registre et par courriers

Registre page 1 : Monsieur VASIC Thomas

PREMIÈRE JOURNÉE

Les 28/11/2024. de 10 heures 20 à 10 heures 45

Observations de M^(l) VASIC THOMAS.

Le 28/11/2024.

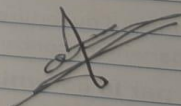
Considérant d'une part :
la Charte des Nations Unies dont la République Française est signataire. Notamment les articles 8 de la Convention sur les Droits et Devoirs des Etats. Les articles, premier et trois du projet de Déclaration sur les Droits et Devoirs des Etats - l'article 2 paragraphe 4 de la Charte de l'ONU; dont la République Française est aussi signataire, d'une part.

la Déclaration d'Indépendance de l'Etat de Savoie, promulguée le Vendredi 27 Octobre 2023; accessible ici : www.savoie-gouv.org/savoie-independance. D'autre part. Notamment son Article VIII, qui ordonne, dès le 27 Octobre 2023, à tous fonctionnaires de désobéir à tout ordre manifestement illégal de nature à compromettre la Souveraineté de l'Etat de Savoie.

En l'espèce, une décision d'aménagement du Territoire de l'Etat de Savoie émanant des autorités politiques d'un Etat tiers, ici la République Française.

Par la présente, je m'interroge sur la valeur en droit de cette proposition de Plan Local d'Urbanisme et vous demande, en conséquence de le rendre caduc ou d'en instaurer, à minima, un moratoire.

Vous en souhaitant bonne réception.



2

Pour prendre en considération vos remarques, consignez-les sur le présent document et envoyez-le directement au commissaire enquêteur.

Avis du Commissaire Enquêteur :

La déclaration d'indépendance de l'Etat de Savoie du 27 octobre 2023 n'a aucune valeur juridique.

Cette question de droit a déjà été tranché à plusieurs reprises, et notamment par la cour de cassation en 2017.

le traité d'annexion de la Savoie et de Nice à la France du 24 mars 1860 est valable, et les territoires concernés ne peuvent en aucune façon revendiquer leur indépendance en invoquant une « caducité » de ce traité.

Pour plus d'information sur la prétendue "caducité" du traité d'annexion de la Savoie (argument qui n'est pas développé dans l'observation faite à l'enquête publique mais qui est sous-entendu).

- **Cette observation doit être classée « hors champ »**

Registre page 2 : Monsieur GLORY

le 03 décembre 2024 à 8h30

Observation de Mr GLORY, propriétaire des parcelles AD271 et AD473, qui font actuellement l'objet d'une procédure de délaissement, jugée en décembre 2023 par le juge des expropriations, et dont la mairie a fait appel.
Egalement propriétaire des parcelles 143, 174 et 472.

Question A:

Un périmètre d'attente de projet d'aménagement global (PAG) nommé OAP n°1 Section des négociants est inscrit depuis de Sours au PLU. Le PAG est supprimé.
Je comprends le souhait de passer l'OAP et en tant que plan d'aménagement global (PAG).
Pour ce faire, la collectivité doit pouvoir justifier de la pertinence de maintenir l'OAP dans le cadre du nouveau projet d'aménagement global.
Cette justification ne devrait elle pas expressément être intégrée au PLU et expliquée dans le cadre de cette modification 5 ?
Je n'ai pas vu dans cette modification n°5, ni l'OAP n°1, ni le PAG, ni d'étude et de réflexion montrant une cohérence entre l'OAP n°1 et le PAG.

Question B

Les OAP ne devraient elles pas être représentés graphiquement et précisément dans le PLU ?
Les périmètres d'aménagement visible (rond-point) ne semblent pas correspondre aux limites des OAP.

Question C

Il a déjà été reconnu d'utilité publique le fait de vouloir élargir la rue des négociants de plus de 13 mètres. J'ai vu au quotidien, je ne peux qu'approuver ce besoin.
Dans le rapport d'enquête du Commissaire Enquêteur pour la révision n°2 du PLU en date de mars 2014, section 5.6.4, le CE affirme le bien fondé de l'ER28 et de l'élargissement d'au moins 13 mètres de la voirie.
Pour ce faire, le PLU approuvé en février 2014

Enquête publique du 4 Novembre au 4 Décembre 2024 concernant la
modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

où instauré sur les parcelles AP 271, 473, 96 et 450 un empiètement Réserve n°28, portant sur l'élargissement de la rue des Régiments, et création d'un espace public. L'Article applicable à l'alignement est L. 112.1 et suivent du code de la voirie routière.

Art L. 112.1. "L'alignement est la détermination par l'autorité administrative de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines. Il est fixé par un plan d'alignement, soit par un alignement individuel le plan d'alignement est un document à portée réglementaire devant être annexé au PLU. Ce document existe-t-il ?

Le plan

Question D

Le plan d'alignement est encadré par la jurisprudence administrative et régit notamment le décalage et le redressement de faible importance. Il a ainsi été jugé qu'un plan ne peut précéder à l'ouverture d'une voie nouvelle.

- Un élargissement trop important s'attache à l'ouverture d'une voie (cf jurisprudence, le passage de 5 à 11 mètres, de 18 à 21 mètres). Dans le cadre de la rue des Régiments, on passerait de 8 mètres à 21 mètres !

- Il ne peut non plus porter atteinte de façon excessive à un immeuble riverain, notamment sur une garde profonde compte tenu de la propriété totale de l'immeuble considéré. Que dire du cas des parcelles 96, 271 et 473 ?

Au regard de la situation, sous document de plan d'alignement, et en élargissant et supprimant l'ER 28 sur les parcelles 96, 271 et 473 ;

Comment justifier que l'on puisse maintenir cet alignement de 13 mètres ?

Merci de votre attention.

Rodolphe GORT

Enquête publique du 4 Novembre au 4 Décembre 2024 concernant la
modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Envoyé en préfecture le 26/03/2025

Reçu en préfecture le 26/03/2025

Publié le 26/03/2025
ID : 074-217400084-20250313-DEL_024_2025-DE

S2LO

Avis du Commissaire Enquêteur :

Avis du Commissaire Enquêteur :

Question A : Cette question ne fait pas l'objet de la modification N°5 du PLU d'Ambilly.

Question B : La commune précisera ce point.

Question C : Le plan actuel prend bien en compte les objectifs de la modification N°4.

Question D ; Attente de la réponse de la commune.

Courrier de Mr Jamie HUMPHREY

Reçu le 4/12/2024
transmis au registre d'enquête

M. Jamie HUMPHREY
M. Liberto LUORIC-JEANNOLLE
5 impasse des Crêts
74100 Ambilly

COMMUNE D'AMBILLY
04 DEC. 2024
REMARQUE A
Maire
Maire
adjoint
DGS
Monsieur le Commissaire Enquêteur
Mr Jean-Claude Hanon
Date

Monsieur le Commissaire Enquêteur
Mr Jean-Claude Hanon

Ambilly, le 4 décembre 2024

Re : Enquête publique modification n°5 du PLU.

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Après avoir lu tous les documents préparés par la Mairie nous avons deux remarques principales à faire.

1. Concernant l'aménagement de la zone rue de Genève

La modification du PLU stipule :

« Concernant la rue de Genève, le projet d'aménagement n'est pas encore défini. Une démarche de concertation citoyenne et de définition d'un projet est engagée depuis 2021 ; elle permettra de définir une future orientation d'aménagement et de programmation.

Il est préoccupant que la commune n'ait toujours pas de plan concret pour l'aménagement de la rue de Genève qui est, par sa nature même, la principale voie de passage de la commune, la partie la plus fréquentée par les visiteurs. L'état actuel de cette zone donne une très mauvaise image de la commune.

Et maintenant, avec la démolition imminente de certains bâtiments et l'absence d'un projet pour les remplacer, la situation ne peut qu'empirer.

Si effectivement il n'existe actuellement aucune « orientation d'aménagement et de programmation » pour le secteur rue de Genève, pourquoi alors démolir les bâtiments le long de la rue de Genève ?

Ne serait-il pas plus approprié et même économique de préserver et d'exploiter ces bâtiments jusqu'à ce qu'un tel programme soit formulé ? L'immeuble situé au 50-52 rue de Genève est l'un des plus anciens et des plus beaux encore debout à Ambilly et pourrait facilement être rénové pour offrir des logements sociaux à un coût relativement faible.

2. Concernant la suppression d'emplacements réservés

La commune envisage de supprimer l'emplacement réservé n°42 « en raison de la forte pente entre la rue et la zone Np, l'emplacement n'a finalement plus d'utilité dans le cas d'un aménagement d'un parc public ».

Si tel est le cas, pourquoi la commune maintient-elle la servitude n°9 qui a également été mise en place pour donner accès à la zone NP et qui présente une pente tout aussi forte entre la rue et la zone Np ?

De plus la zone Np (situé entre rue des Acacias et rue des Maraîchers) qui a été achetée par la commune en 2012 pour la création d'un parc public, reste 12 ans plus tard fermée et non aménagée. Ne devrait-il pas être plus prioritaire d'aménager de tels espaces et de les ouvrir au public ?

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.



Avis du Commissaire Enquêteur :

Les questions posées (aménagement de la rue de Genève) ne font pas partie du dossier mis à l'enquête. De même pour l'aménagement de la zone Np entre la rue des Acacias et la rue des Maraîcher.

Enquête publique du 4 Novembre au 4 Décembre 2024 concernant la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Courrier Ambilly terres citoyennes

Ambilly terres citoyennes

Association Ambilly Terres Citoyennes
 3, rue des Avoines
 74100 Ambilly
 ambillyterrescitoyennes@gmail.com
 Association déclarée sous le numéro W743003066

A Monsieur le Commissaire Enquêteur
 Mr Jean-Clair de Haron
 Maire d'Ambilly

Ambilly, le 4 décembre 2024

Objet : Enquête publique sur le projet de modification n°5 du PLU.

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Vous trouverez ci-dessous les commentaires de l'Association Ambilly Terres Citoyennes dans le cadre du projet de modification n°5 du PLU.

1. Les objectifs de la commune

Les ambitions affichées par la commune dans le cadre de cette modification du PLU incluent les points suivants :

- L'affirmation d'Ambilly en tant que ville clairement apploquée [...]
- Optimiser l'utilisation des secteurs encore disponibles et améliorer la densification raisonnée [...]
- Faciliter la ville sur la ville en profitant des opportunités offertes par les grands projets

Nous regrettons le choix d'une densification qui ne nous paraît pas raisonnée. Les nombreux projets immobiliers menés sur la commune ces dernières années ont entraîné des difficultés en termes de gestion de stationnement (ex. stationnement sauvage sur propriétés privées), gestion des déchets (ex. poubelles qui débordent au pied des immeubles et déchets encombrants qui s'accumulent sur les trottoirs) et d'insécurité (ex. trafic de stupéfiants, crimes et délits) sans compter les incivilités (ex. tags sur les murs d'immeubles).

Nous regrettons également le choix de la destruction du bâti existant, qui perdant toute son cachet et ses qualités. Raser les maisons pour construire des immeubles neufs à la durabilité moyenne n'est pas satisfaisant pour les citoyens de la commune sur le long terme.

2. Augmenter la densité

L'augmentation de la densité sur la commune ressort clairement des mesures proposées, et notamment :

- Du redassement de l'Emplacement Réserve Logement (parcelle AB 108) de la Zone U1 à U1m (vers une volumétrie moyenne); et

1

Association Ambilly Terres Citoyennes
 3, rue des Avoines - 74100 Ambilly
 ambillyterrescitoyennes@gmail.com

Enquête publique du 4 Novembre au 4 Décembre 2024 concernant la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

- Du rattachement des parcelles AO 112 et AO 173 de la zone Ua à Uo (vers une augmentation du nombre de logements).

Il est pourtant indiqué dans la notice que « la production de logements sociaux (est) jugée suffisante depuis pas dernières années ».

Pourquoi alors continuer de densifier à tout prix ? En suivant quels objectifs et en se fixant quelles limites ? Aucune donnée chiffrée n'est donnée quant à la densification en cours et à venir à court, moyen et long terme, ce qui pose plusieurs problèmes :

Sans données chiffrées, il est difficile pour les citoyens de comprendre l'ampleur des changements proposés. Les chiffres permettraient de quantifier les impacts potentiels sur la population, les services publics, la qualité de vie, etc. Il se trouve qu'aujourd'hui déjà, les infrastructures de la commune ne suivent pas : il n'y a pas de médecin-pédiatre installé sur la commune, pas de crèche, l'école publique est surchargée (ex : des classes de 31 élèves en petite section de maternelle à la rentrée de septembre 2024), les maternités en libéral ne prennent plus de nouveaux patients, le bureau de poste ne permet pas de répondre à tous les besoins dans des conditions satisfaisantes, les commerces, les écoles et les vols matériels (matériel scolaire, etc.) Or sans provisions adéquates, il est difficile de justifier et de se préparer aux changements. Les habitants et les acteurs locaux devraient pouvoir anticiper les besoins futurs en termes d'écoles, de transports, de services de santé, de commerce, etc.

En tout état de cause, continuer à densifier sans toutefois pouvoir assurer la qualité de vie des habitants et nouveaux arrivants n'est pas responsable. Ambilly s'est déjà considérablement densifiée ces dernières années : la commune qui a largement dépassé la capacité de la commune à suivre en termes d'infrastructures et de services. Densifier davantage ne fait que renforcer ce problème déjà existant. L'accroissement suppose donc aux modifications du PLU s'est à l'augmentation de la densité.

3. Le projet d'aménagement de la rue de Genève

a) Le projet d'aménagement de la rue de Genève reste encore et toujours flou pour les citoyens, malgré une consultation qui semble avoir été engagée depuis 2021.

La notice indique : « Concernant la rue de Genève, le projet d'aménagement n'est pas encore défini. Une démarche de concertation a été engagée et la définition d'un projet est engagée depuis 2021 ; elle permettra de définir une future orientation d'aménagement et de programmation. » (Cette section justifie la suppression du PAPA3.)

Dans cette même notice, nous pouvons pourtant lire quelques pages plus loin :

« L'absence de création de cette rue de stationnement n'est plus justifiée en raison de l'évolution du projet de renouvellement urbain de la rue de Genève. »

En quoi consiste ce projet exactement ? Quel est l'état d'avancement ? Qu'est-ce prévu ? En quoi y a-t-il « évolution du projet » ?

Si la population était réellement consultée depuis 2021, nous devrions en 2024 pouvoir répondre à ces questions, ce ce n'est pas le cas.

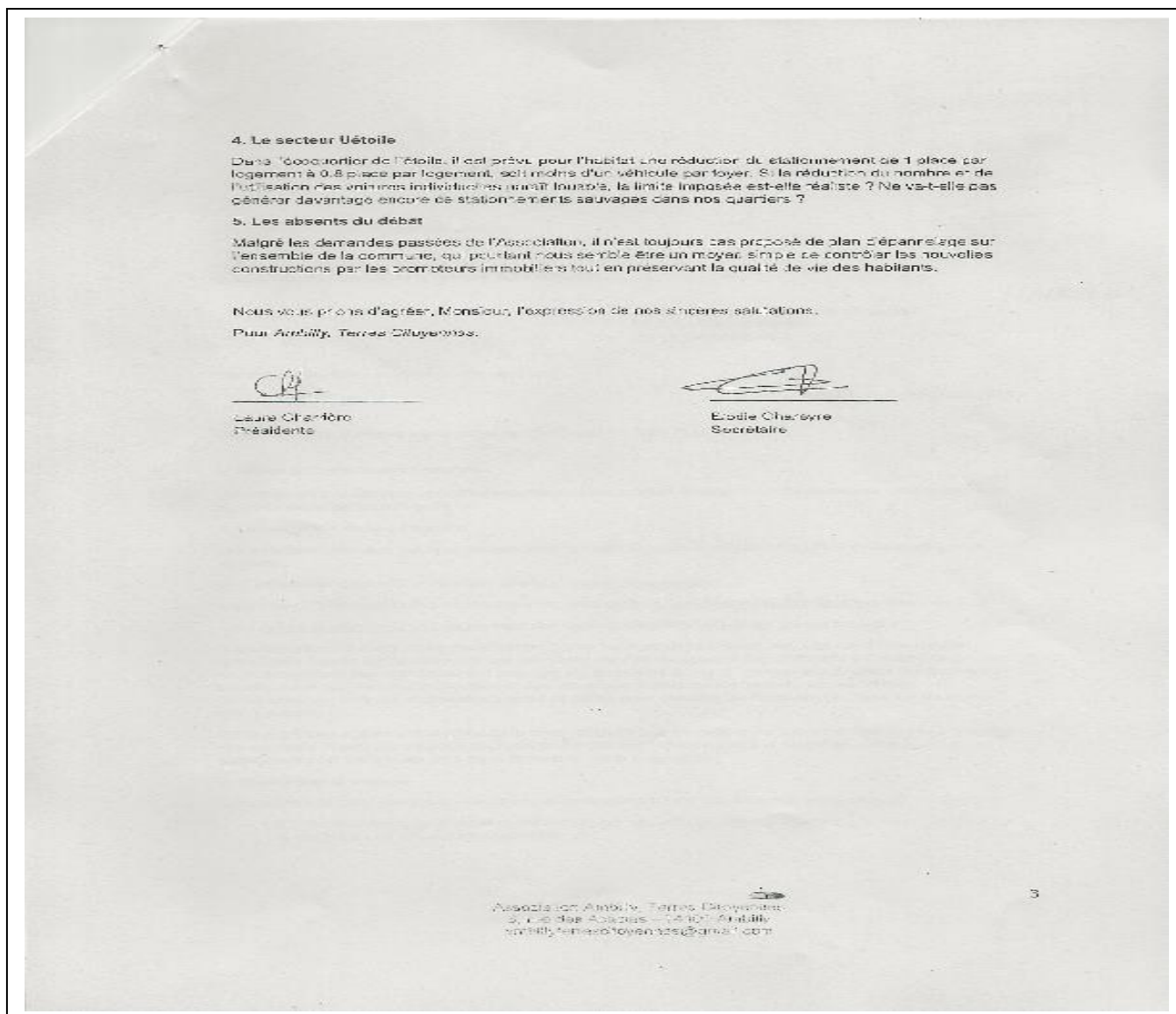
b) La modification n°5 du PLU impose une servitude d'alignement rue de Genève, notamment sur :

- la « dent creusée » au 15 rue de Genève,
- la maison d'habitation et le local commercial (Bistrot Chien) au 31 rue de Genève, et
- le 27 rue Ravet.

Il serait intéressant de comprendre quel aménagement est envisagé pour la rue de Genève afin de comprendre l'utilité de cette servitude d'alignement.

Il nous semble par ailleurs que cette servitude est sévère en ce qu'elle prive les propriétaires riverains de la rue de Genève de tout espace en front de rue. A quel besoin correspond cette servitude répond-elle ?

Association Archéologie Terrains d'Occupation
3, rue des Arcs 22 - 44100 Nantes
ambilly.archeologie@orange.fr, 06 11 11 11 11



Avis du Commissaire Enquêteur :

1. Objectifs de la commune : Le document mis à l'enquête ne peut pas régler les problèmes de gestion de la vie courante et de ses incivilités ;

2. Augmenter la densité : Les partis d'aménagement découlent des objectifs de développement de la part des élus et des lois en vigueur.

3. Projet d'aménagement de la rue de Genève : Ce projet fera surement l'objet d'une communication en direction des riverains de la population et des associations concernées.

4. Quartier de l'Etoile : Je suppose que cette réduction prend en compte le développement des transports en commun et des modes doux ;

5. Absents du débat : Cette question ne peut être traitée que par l'équipe municipale et ne fait pas partie du dossier mis à l'enquête.

6-2 Observations par courriels :

Courriel N°1 : Sisomphane Soumpholphakdy

Bonjour,

Nous vous écrivons dans le cadre de l'enquête publique concernant le modificatif du PLU.

Il est projeté un découpage en deux zones différentes du tènement au 10, rue des Acacias, composé des parcelles numéro 253, 254 et 255.

La parcelle 253 appartient à un copropriétaire de la parcelle 254 et est utilisée en tant que jardin. Cette parcelle fait partie intégrante de l'enceinte du 10, rue des acacias.

Pouvez-vous nous préciser s'il s'agit d'un découpage volontaire ou d'une erreur d'appréciation à rectifier ?

Enfin, en tant que professionnels du bâti, nous profitons de ce message pour vous demander plus de précisions concernant les critères d'attribution du bâti remarquable. En effet :

. En comparant son architecture avec le corps de bâtiment principal du domaine du pressoir, les bâtiments présentent des similarités constructives et conceptuelles similaires, à l'exception des pierres de taille. Elles peuvent traiter d'une même époque et être construites avec la main-d'œuvre qualifiée.

La copropriété s'apparente à une densité souhaitée dans un milieu urbain tel qu'Ambilly.

Le volume contribue à l'uniformité d'un belvédère aéré, composé de masse de densité homogène.

Sachez que nous sommes à disposition pour tout complément d'information.

Avis du Commissaire Enquêteur :

Ces questions ne peuvent qu'être traitées que par la commune d'Ambilly.

Enquête publique du 4 Novembre au 4 Décembre 2024 concernant la
modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Envoyé en préfecture le 26/03/2025

Reçu en préfecture le 26/03/2025

Publié le

ID : 074-217400084-20250313-DEL_024_2025-DE



Courriel N°2 : René MILLET

Madame, Monsieur,

Après consultation du PLU et de l'emplacement mentionnés ci-dessus, je vous fais part des observations suivantes.

Ce projet avait déjà fait l'objet de discussions sur place le 17 septembre 2021 entre les copropriétés Le Cascadet et Les Monthouses, et Monsieur Camille Lanoir, membre de la mairie d'Ambilly, qui avait conclu oralement à l'impossibilité du projet.

La mairie envisage d'acheter l'escalier appartenant à la copropriété Le Cascadet pour créer un accès vers la rue des Maraîchers

Outre la contrainte technique d'une largeur bordée de murs, bien moindre que les 3 mètres envisagés (environ 1m30), l'escalier débouche en bas, non pas sur la rue des Maraîchers, mais sur la copropriété privée Les Monthouses, délimitée par un portail :

Le portail est pour l'instant laissé ouvert par complaisance, en attendant le chemin d'accès prévu par la mairie d'Ambilly (emplacement réservé n° 9 du PLU) qui semble prendre du retard.

Selon la pièce n° 3 ci-jointe, il existe deux servitudes de passage.

La copropriété Le Cascadet propriétaire de l'escalier (partie de la parcelle n° 372) dont elle a la responsabilité et la charge de l'entretien, autorise le passage vers la rue des Monthouses **aux seuls membres** de la copropriété Les Monthouses.

En contrepartie la copropriété Les Monthouses propriétaire du parking (parcelle n° 368) dont elle a la responsabilité et la charge de l'entretien, autorise le passage vers la rue des Maraîchers **aux seuls membres** de la copropriété Le Cascadet.

Tout changement de ces droits demanderait l'approbation en assemblée des copropriétaires à la double majorité prévue à l'article 26 de la loi de 1965. Connaissant les opinions de plusieurs copropriétaires, il est quasi-certain qu'aucune des deux majorités ne serait obtenue, notamment à cause des nuisances engendrées et déjà rencontrées (crottes de chiens, détritiques et bris de verre, urines dans les garages, trafics dans les garages, bruits le soir, etc.).

Dans ces conditions, le projet PLU M5 - emplacement n° 4 me semble impossible.

Restant à votre disposition pour toutes précisions complémentaires, recevez Madame, Monsieur, mes meilleures salutations

Avis du Commissaire Enquêteur :

Cette question ne semble pas être le sujet de la modification N°5.

En application de la réglementation en vigueur, je vous invite, Monsieur Le Maire, à produire et à m'adresser un mémoire en réponse aux différentes remarques et observations sur le registre d'enquête, reçues par courrier et par courriels et annexées au registre d'enquête. (Documents ci-dessus)

Ce document a été transmis le 06 Décembre 2024, par Courriel à Monsieur le Maire d'AMBILLY

Vos remarques, réponses ou propositions me devront être transmises avant le Vendredi 17 Janvier 2025

Je vous prie d'agréer Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Fait à DOUSSARD, le commissaire enquêteur, le 6 Décembre 2024

Jean Claude HANON



7- COMMENTAIRES ET REPONSES DE LA MAIRIE D'AMBILLY, SUR LES OBSERVATIONS DEPOSEES

**Document transmis le 16 janvier 2025 après validation par la Commission d'Urbanisme
Du 15 Janvier 2025**

**1 - Décision n°2024-ARA-AC-3540 du 16 septembre 2024 de la Mission régionale d'Autorité
Environnementale**

« La décision de la MRAE porte sur le fait que le projet soumis à l'enquête, après analyse au cas par cas, n'est pas soumis à évaluation environnementale. Cette décision n'appelle aucun commentaire de la part de la Commune d'Ambilly. »

2 – Courrier en date du 15 Novembre 2024 de la Chambre du Commerce et de l'Industrie de la Haute-Savoie

« Ce document n'appelle aucun commentaire de la part de la Commune d'Ambilly. »

3 – Courrier en date du 20 novembre 2024 de la République et du Canton de Genève

« Ce document n'appelle aucun commentaire de la part de la Commune d'Ambilly. »

4 – Courrier en date du 25 octobre 2024 du SAGE Arve – SM3A

« Ce document n'appelle aucun commentaire de la part de la Commune d'Ambilly. »

5 – Avis n°BC-2024-0111 d'Annemasse Agglomération en date du 5 novembre 2024

La création d'un zonage dédié aux équipements publics est cohérent avec la volonté de répondre aux besoins essentiels futurs liés au développement important de la commune. Le classement de plusieurs équipements communaux existants en zone Uéquipements participe donc à un enjeu de lisibilité sur le long terme de la vocation de ces secteurs. Ce classement à vocation d'équipements apparaît cependant peu cohérent pour le secteur du groupe scolaire de la Fraternité et du boulodrome, qui est intégré dans le périmètre opérationnel de la ZAC Etoile. Afin de conserver une souplesse suffisante dans l'aménagement opérationnel des lots tout en respectant le cadre fixé dans le dossier de réalisation de la ZAC, il est demandé en tant qu'autorité concessionnaire de maintenir ce secteur dans la zone « Uétoile ».

Réponse de la Commune d'Ambilly :

« La Commune d'Ambilly donne une suite favorable à cette observation. Le secteur U.étoile sera donc maintenu sur les zones à enjeux, au niveau du lot A3 afin que l'autorité concessionnaire conserve une souplesse suffisante pour l'aménagement opérationnel des lots. Le zonage Ue n'est maintenu que sur l'école de la Fraternité et le boulodrome. La modification sera effectuée sur le règlement graphique. »

5 – Courrier en date du 06 novembre 2024 de la Direction Départementale des territoires

Le règlement de la zone mentionne des destinations et sous destinations autorisées et d'autres qui sont interdites, sans reprendre la nomenclature des destinations et sous-destinations figurant aux articles R 151-27 et R 151-28 du code de l'urbanisme, en application du décret du 28/12/2015 et de l'arrêté ministériel du 10/11/2016.

Ces destinations et sous-destinations n'étant pas listées de manière exhaustive, notamment en ce qui concerne celles qui sont interdites, cela laisse de fait la possibilité d'envisager certaines occupations ou utilisations du sol qui n'auraient pas été souhaitées sur ces zones. En prenant l'exemple de l'interdiction des constructions destinées aux hébergements hôteliers, qu'en est-il des constructions autres que les hôtels, destinées à accueillir des touristes, comme les résidences de tourisme et les villages de vacances, ainsi que les constructions dans les terrains de camping et dans les parcs résidentiels de loisirs, qui sont des hébergements touristiques distincts des hôtels dans la nomenclature du code de l'urbanisme ? De même, la destination artisanat étant interdite, quid des activités de commerce et activités de service ? Il y aurait lieu de rendre ces dispositions plus précises en appliquant les destinations et sous-destinations prévues dans le code de l'urbanisme afin de sécuriser la nature des constructions et aménagements futurs sur la zone Ue.

Réponse de la Commune d'Ambilly :

« Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Ambilly a été approuvé le 3 juillet 2014. Les destinations et sous destination étant conformes à l'ancienne nomenclature du code de l'urbanisme, celles-ci n'ont pas été listées. Elles seront remises à jour dans le cadre de la prochaine révision du Plan Local d'Urbanisme. »

Enquête publique du 4 Novembre au 4 Décembre 2024 concernant la
modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Envoyé en préfecture le 26/03/2025

Reçu en préfecture le 26/03/2025

Publié le 26/03/2025
ID : 074-217400084-20250313-DEL_024_2025-DE



Par ailleurs, d'autres règles seraient à préciser ou compléter. C'est le cas notamment des logements autorisés dans la zone Ue, dont la règle ne comporte pas de limite en surface de plancher. Il serait également opportun de vérifier que la règle applicable aux affouillements et exhaussements (maximum 0,80 m) ne soit pas trop restrictive. En général, ces mouvements de terrain sont autorisés dans la limite de 2 m, correspondant à la limite fixée par le code de l'urbanisme au-dessus de laquelle une déclaration préalable est nécessaire.

Réponse de la Commune d'Ambilly :

« Cette observation appelle la commune à revoir la règle applicable aux affouillements et exhaussements afin d'être en harmonie avec le code de l'urbanisme. Cette règle sera donc modifiée dans le document validé. »

Au sujet de l'obligation de réalisation de logements sociaux, le règlement écrit donne une définition du logement abordable. En cohérence avec le courrier du préfet en date du 5 mars 2024, il conviendrait d'ajouter dans le glossaire la définition suivante du logement locatif social afin que les LLS réalisés au titre des obligations de mixité sociale soient pérennes.

Appellation	Produits logement correspondant
Logement locatif social pérenne	Logement conventionné au titre de l'APL sur une durée d'au moins 30 ans (pouvant être ramenée à 15 ans pour les programmes comportant moins de 3 logements locatifs sociaux).

Réponse de la Commune d'Ambilly :

« Cette observation appelle la commune à étudier cette définition lors de la future révision du Plan Local de l'Urbanisme. »

Enfin, il serait être utile de préciser dans le glossaire du règlement écrit qu'un programme de logements sociaux prévu en application de la servitude de mixité sociale est défini comme tout mouvement ou enchaînement de mouvements immobiliers : acquisition, vente, succession, construction, division foncière ou succession de divisions foncières (primaires et autres) qui a pour objet ou aura pour effet, depuis l'entrée en vigueur de la modification n°1, de créer des logements à l'échelle de l'unité foncière existante. Cette rédaction permettant de limiter le risque de morcellement des opérations afin de contourner l'obligation de mixité sociale

Réponse de la Commune d'Ambilly :

« Cette observation appelle la commune à étudier cette définition lors de la future révision du Plan Local de l'Urbanisme. »

Réponses aux observations formulées dans le registre mis à disposition du public en mairie d'Ambilly

1 - Observation de M. VASIC

PREMIÈRE JOURNÉE

Les 28/11/2024 de 10 heures 20 à 10 heures 45

Observations de M^(M) VASIC THOMAS.

Le 28/11/2024.

Considérant d'une part :

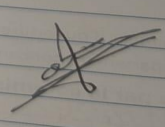
la Charte des Nations Unies dont la République Française est signataire. Notamment les articles 8 de la Convention sur les Droits et Devoirs des Etats, des articles, premier et trois du projet de Déclaration sur les Droits et Devoirs des Etats - l'article 2 paragraphe 4 de la Charte de l'ONU; dont la République Française est aussi signataire, d'une part.

La Déclaration d'Indépendance de l'Etat de Savoie, promulguée le Vendredi 27 Octobre 2023; accessible ici : www.savoie-gouv.org/savoie-indépendance. D'autre part. Notamment son Article VIII, qui ordonne, dès le 27 Octobre 2023, à tous fonctionnaires de désobéir à tout ordre manifestement illégal de nature à compromettre la Souveraineté de l'Etat de Savoie.

En l'espèce, une décision d'aménagement du Territoire de l'Etat de Savoie émanant des autorités politiques d'un Etat tiers, ici la République Française.

Par la présente, je m'interroge sur la valeur en droit de cette proposition de Plan local d'Urbanisme et vous demande, en conséquence de le rendre caduc ou d'en instaurer, à minima, un moratoire.

Vous en souhaitant bonne réception.



MONSIEUR THOMAS VASIC
Maire d'Ambilly

Pour prendre en considération vos remarques, consignez-les sur le présent document et le transmettre directement au commissaire enquêteur.

Avis du Commissaire enquêteur :

La déclaration d'indépendance de l'Etat de Savoie du 27 octobre 2023 n'a aucune valeur juridique.

Cette question de droit a déjà été tranché à plusieurs reprises, et notamment par la cour de cassation en 2017.

Enquête publique du 4 Novembre au 4 Décembre 2024 concernant la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

le traité d'annexion de la Savoie et de Nice à la France du 24 mars 1860 est valable, et les territoires concernés ne peuvent en aucune façon revendiquer leur indépendance en invoquant une « caducité » de ce traité. Pour plus d'information sur la prétendue "caducité" du traité d'annexion de la Savoie (argument qui n'est pas développé dans l'observation faite à l'enquête publique mais qui est sous-entendu). Cette observation doit être classée « hors champ »

Réponse de la Commune d'Ambilly :

« Reprenant les conclusions énoncées ci-dessus cette observation est donc classée hors champs. »

2 - Observation de M. Glory

le 03 Décembre 2024 à 8h30

Observation de M. GLORY, propriétaire des parcelles AD271 et AD473, qui font actuellement l'objet d'une procédure de délaistement, jugée en Décembre 2023 par le juge des expropriation, et dont la maine a été faite.

Egalement propriétaire des parcelles 143, 174 et 472.

Question A:

Un périmètre d'attente de projet d'aménagement global (PAG) nommé OAP n°1. Sédent des négociations est inscrit depuis de son au PLU. Le PAG n°1 est supprimé.

Je comprend le souhait de passer l'OAP n°1 en tant que plan d'aménagement global (PAG)

Pour ce faire, la collectivité doit pouvoir justifier de la pertinence de maintenir l'OAP dans le cadre du nouveau projet d'aménagement global.

Cette justification ne devrait elle pas expressément être intégrée au PLU et expliquée dans le cadre de cette modification n°5.

Je n'ai pas vu dans cette modification n°5, ni l'OAP n°1, ni le PAG, ni d'étude et de réflexion montrant une cohérence entre l'OAP n°1 et le PAG.

Question B:

les OAP ne devraient elles pas être représentés graphiquement et précisément dans le PLU ?

les périmètres d'aménagement visible (indiqués) ne semblent pas correspondre aux limites des OAP.

Question C:

Il a déjà été reconnu d'utilité publique le fait de vouloir élargir la rue des négociants de plus de 13 mètres. Vivant au quotidien, je ne peux qu'approuver ce besoin.

Dans le rapport d'enquête du Commissaire Enquêteur pour la révision n°2 du PLU en date de mars 2014, section 5.6.4, le CE affirme le bien fondé de l'ER28 et de l'élargissement d'au moins 13 mètres de la voirie.

Pour ce faire, le PLU approuvé en Février 2014

où installé sur les parcelles AP 271, 473, 96 et 450
un emplacement Réservé n°28, portant sur l'élargissement
de la rue des Réjouissants et création d'un espace public.
L'article applicable à l'alignement est L. 112.1 et suivent
du code de la voirie routière.

Art L. 112.1. " L'alignement est la détermination par
l'autorité administrative de la limite du domaine public
routier au droit des propriétés riveraines. Il est fixé
par un plan d'alignement, soit par un alignement individuel.
Le plan d'alignement est un document à portée
réglementaire devant être annexé au PLU.
Ce document existe-t-il ?

le plan

Question D

Le plan d'alignement est encadré par la jurisprudence
administrative et sera contourné à l'élargissement
et redressement de faible importance. Il a ainsi été
jugé qu'un plan ne peut précéder à l'ouverture d'une
voie nouvelle.

- Un élargissement trop important s'attache à l'ouverture
d'une voie (cf jurisprudence, le passage de 5 à 11 mètres, de 8 à 21 mètres).
Dans le cadre de la rue des Réjouissants, on passerait
de 8 mètres à 21 mètres !

- Il ne peut non plus porter atteinte de façon excessive
à un immeuble riverain, notamment sur une
grande profondeur compte tenu de la profondeur totale
de l'immeuble considéré. Que dire du cas des
parcelles 96, 271 et 473 ?

Au regard de la situation, sous document de
plan d'alignement, et en élevant et supprimant l'ER 28
sur les parcelles 96, 271 et 473 ;

Comment justifier que l'on puisse maintenir
cet alignement de 13 mètres ?

Merci de votre attention.

Rodolphe GORT

Enquête publique du 4 Novembre au 4 Décembre 2024 concernant la
modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Envoyé en préfecture le 26/03/2025
Reçu en préfecture le 26/03/2025
Publié le 26/03/2025
ID : 074-217400084-20250313-DEL_024_2025-DE



Avis du Commissaire Enquêteur :

Question A : Cette question ne fait pas l'objet de la modification N°5 du PLU d'Ambilly.

Question B : La commune précisera ce point.

Question C : Le plan actuel prend bien en compte les objectifs de la modification N°4.

Question D ; Attente de la réponse de la commune.

Réponse de la Commune d'Ambilly :

Question A : « Le périmètre cité par cette observation est concerné par un Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement Global (PAPAG) et également une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP). Le PAPAG du secteur des Négociants, présent dans la version n°3 du Plan Local d'Urbanisme du 13 février 2020, a été mis en place lors de la modification du PLU n°1 en date du 16 juillet 2016. Ce PAPAG s'est éteint le 15 juillet 2021.

Une Opération d'Aménagement et de Programmation peut demeurer en place même à l'extinction d'un PAPAG.

En conséquence, aucune erreur matérielle n'est relevée et aucune action n'est à envisager suite à cette observation. »

Question B : « La délimitation et la position du périmètre de l'OAP n°1 ne sont pas concernées par la présente procédure de modification. Ils demeurent donc inchangés.

En conséquence, aucune erreur matérielle n'est relevée et aucune action n'est à envisager suite à cette observation. »

Question C : « Le document graphique de la modification n°5, comme celui de la modification n°3 du 14 février 2020, présente une prescription d'alignement relative au règlement du PLU. Ce point n'a pas été concerné par la présente procédure de modification. Il demeure donc inchangé ».

Question D : « Le document graphique de la modification n°5, comme celui de la modification n°3 du 14 février 2020, présente une prescription d'alignement relatives au règlement du PLU. Ce point n'a pas été concerné par la présente procédure de modification. Il demeure donc inchangé. La modification apportée concerne l'enlèvement de l'emplacement réservé 28, suite au droit de délaissement demandé par le propriétaire. »

Enquête publique du 4 Novembre au 4 Décembre 2024 concernant la
modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Envoyé en préfecture le 26/03/2025
Reçu en préfecture le 26/03/2025
Publié le 26/03/2025
ID : 074-217400084-20250313-DEL_024_2025-DE

Réponses aux observations formulées par courrier

1 - Observation de M. HUMPHREY et M. IUORIO-JEANNOLLE

①

Regue le 4/12/2024
annonce au registre d'enquête

M. Jamie HUMPHREY
M. Liberato IUORIO-JEANNOLLE
5 impasse des Crêtes
74100 Ambilly

Monsieur le Commissaire Enquêteur
Mr Jean-Claude Hanon

Ambilly, le 4 décembre 2024

COMMUNE D'AMBILLY	
04 DEC. 2024	
REMIS A	
Maire	
Maire adjoint	
DGS	
Services	HANON
Autre	

Re : Enquête publique modification n°5 du PLU.

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Après avoir lu tous les documents préparés par la Mairie nous avons deux remarques principales à faire.

1. Concernant l'aménagement de la zone rue de Genève

La modification du PLU stipule :

« Concernant la rue de Genève, le projet d'aménagement n'est pas encore défini. Une démarche de concertation citoyenne et de définition d'un projet est engagée depuis 2021 ; elle permettra de définir une future orientation d'aménagement et de programmation.

Il est préoccupant que la commune n'ait toujours pas de plan concret pour l'aménagement de la rue de Genève qui est, par sa nature même, la principale voie de passage de la commune, la partie la plus fréquentée par les visiteurs. L'état actuel de cette zone donne une très mauvaise image de la commune.

Et maintenant, avec la démolition imminente de certains bâtiments et l'absence d'un projet pour les remplacer, la situation ne peut qu'empirer.

Si effectivement il n'existe actuellement aucune « orientation d'aménagement et de programmation » pour le secteur rue de Genève, pourquoi alors démolir les bâtiments le long de la rue de Genève ?

Ne serait-il pas plus approprié et même économique de préserver et d'exploiter ces bâtiments jusqu'à ce qu'un tel programme soit formulé ? L'immeuble situé au 50-52 rue de Genève est l'un des plus anciens et des plus beaux encore debout à Ambilly et pourrait facilement être rénové pour offrir des logements sociaux à un coût relativement faible.

2. Concernant la suppression d'emplacements réservés

La commune envisage de supprimer l'emplacement réservé n°42 « en raison de la forte pente entre la rue et la zone Np, l'emplacement n'a finalement plus d'utilité dans le cas d'un aménagement d'un parc public ».

Si tel est le cas, pourquoi la commune maintient-elle la servitude n°9 qui a également été mise en place pour donner accès à la zone NP et qui présente une pente tout aussi forte entre la rue et la zone Np ?

De plus la zone Np (situé entre rue des Acacias et rue des Maraîchers) qui a été achetée par la commune en 2012 pour la création d'un parc public, reste 12 ans plus tard fermée et non aménagée. Ne devrait-il pas être plus prioritaire d'aménager de tels espaces et de les ouvrir au public ?

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.



Enquête publique du 4 Novembre au 4 Décembre 2024 concernant la
modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Envoyé en préfecture le 26/03/2025
Reçu en préfecture le 26/03/2025
Publié le 26/03/2025
ID : 074-217400084-20250313-DEL_024_2025-DE

Avis du Commissaire Enquêteur :

Les questions posées (aménagement de la rue de Genève) ne font pas partie du dossier mis à l'enquête. De même pour l'aménagement de la zone Np entre la rue des Acacias et la rue des Maraîchers.

Réponse de la Commune d'Ambilly :

Question 1 :

« Ces observations portent sur l'aménagement de la rue de Genève. Contrairement à ce qui est écrit, une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP n°2) est présente sur le secteur Nord de la rue de Genève. Cette Orientation donne les grands principes d'aménagement mais en effet, comme stipulé dans la modification n°5, le projet d'aménagement, avec l'extinction de la Déclaration d'Utilité Publique en date du 18 avril 2024 par la cour administrative d'appel de Lyon n'a pas été précisé. L'attente de cette décision juridique n'a pas permis d'aboutir à un projet d'aménagement de ce secteur. En effet, la commune a souhaité pendant cette durée se concentrer sur les autres grands projets communaux (plan de déplacement urbain, rénovation de ses groupes scolaires, bâtiment enfance...). Cependant, pendant toute la durée de la procédure, la commune a maintenu et continué les portages fonciers de la rue de Genève pour les biens frappés de l'emplacement réservé 52.

Conformément aux intentions de l'OAP, l'emplacement réservé 52 vise à la création d'un espace public le long de la rue de Genève. L'immeuble que vous citez est implanté dans cet emplacement réservé et sa démolition va de pair avec le réaménagement de la rue. »

Question 2 :

« Ces observations portent sur l'aménagement de la rue de Genève et la demande de suppression de l'emplacement réservé n°9. Ces observations concernent une disposition du PLU en place depuis la révision générale n°2, approuvée le 3 juillet 2014, et la modification ou la suppression de celle-ci ne fait pas partie des objectifs énoncés lors de la prescription de la modification n°5 du PLU. De plus, l'emplacement réservé n°9 porte sur l'entièreté de la rue des Acacias. Cependant nous en comprenons les enjeux liés à l'emplacement réservé n°42, et sa portée dans le cadre d'un projet d'aménagement de la zone Np qu'il dessert. Suite à cette observation la commune repositionnera donc l'emplacement 42, comme existant dans le règlement graphique et les annexes du document approuvé le 13 février 2020. »

2 - Observation de l'association Ambilly terres Citoyennes

2

Ambilly terres citoyennes

Association Ambilly, Terres Citoyennes
3, rue des Acacias
74100 Ambilly
ambillyterrescitoyennes@gmail.com
Association déclarée sous le numéro W743003066

A Monsieur le Commissaire Enquêteur
Mr Jean-Claude Hanon
Mairie d'Ambilly

COMMUNE D'AMBILLY	
04 DEC. 2024	
REMIS A	
Maire	
Maire adjoint	
CCO	
Service	HANON JC
Auts	

Par remise en mains propres contre signature

Ambilly, le 4 décembre 2024

Objet : Enquête publique sur le projet de modification n°5 du PLU.

Monsieur le Commissaire Enquêteur,

Vous trouverez ci-dessous les commentaires de l'Association Ambilly, Terres Citoyennes dans le cadre du projet de modification n°5 du PLU.

1. Les objectifs de la commune

Les ambitions affichées par la commune dans le cadre de cette modification du PLU incluent les points suivants :

« - L'affirmation d'Ambilly en tant que ville pleinement agglomérée [...] »

- Optimiser l'urbanisation des secteurs encore disponibles en privilégiant la densification raisonnée [...]

- [...] refaire la ville sur la ville en profitant des opportunités offertes par les grands projets »

Nous regrettons le choix d'une densification qui ne nous paraît pas raisonnée. Les nombreux projets immobiliers menés sur la commune ces dernières années ont apporté des difficultés en termes de gestion du stationnement (ex. stationnement sauvage sur propriétés privées), gestion des déchets (ex. poubelles qui débordent au pied des immeubles et déchets encombrants qui s'accumulent sur les trottoirs) et d'insécurité (ex. trafic de stupéfiants, crimes et délits) sans compter les incivilités (ex. tags sur les murs d'immeubles).

Nous regrettons également le choix de la destruction du bâti existant, qui pourtant donne tout son cachet à nos quartiers. Raser les maisons pour construire des immeubles neufs à la durabilité moyenne n'est pas satisfaisant pour les citoyens de la commune sur le long terme.

2. Augmenter la densité

L'augmentation de la densité sur la commune ressort clairement des mesures proposées, et notamment :

- Du reclassement de l'Emplacement Réservé Logement rue Ravier (parcelle AB 106) de la zone Ui à Um (vers une volumétrie moyenne) ; et

Association Ambilly, Terres Citoyennes
3, rue des Acacias – 74100 Ambilly
ambillyterrescitoyennes@gmail.com

1

- Du reclassement des parcelles AC 112 et AC 173 de la zone Um à Uc (vers une augmentation du nombre de logements).

Il est pourtant indiqué dans la notice que « la production de logements sociaux [est] jugée suffisante depuis ces dernières années ».

Pourquoi alors continuer de densifier à tout prix ? En suivant quels objectifs et en se fixant quelles limites ? Aucune donnée chiffrée n'est donnée quant à la densification en cours et à venir à court, moyen et long termes, ce qui pose plusieurs problèmes :

Sans données chiffrées, il est difficile pour les citoyens de comprendre l'ampleur des changements proposés. Les chiffres permettraient de quantifier les impacts potentiels sur la population, les services publics, la qualité de vie, etc. Il se trouve qu'aujourd'hui déjà, les infrastructures de la commune ne suivent pas. Il n'y a pas de médecin-pédiatre installé sur la commune, pas de crèche, l'école publique est surchargée (ex. des classes de 31 élèves en petite section de maternelle à la rentrée de septembre 2024), les infirmières en libéral ne prennent plus de nouveaux patients, le bureau de poste ne permet pas de répondre à tous les besoins dans des conditions satisfaisantes, les cambriolages, les incivilités et les vols restent monnaie courante, etc. Or sans prévisions chiffrées, il est difficile de planifier et de se préparer aux changements. Les habitants et les acteurs locaux devraient pouvoir anticiper les besoins futurs en termes d'écoles, de transports, de services de santé, de commerce, etc.

En tout état de cause, continuer à densifier sans toutefois pouvoir assurer la qualité de vie des habitants et nouveaux arrivants n'est pas responsable. Ambilly s'est déjà considérablement densifié ces dernières années, à une vitesse qui a largement dépassé la capacité de la commune à suivre en termes d'infrastructures et de services. Densifier davantage ne ferait que renforcer ce problème déjà existant. L'Association s'oppose donc aux modifications du PLU visant à l'augmentation de la densité.

3. Le projet d'aménagement de la rue de Genève

a) Le projet d'aménagement de la rue de Genève reste encore et toujours flou pour les citoyens malgré une consultation qui semble avoir été engagée depuis 2021.

La notice indique : « Concernant la rue de Genève, le projet d'aménagement n'est pas encore défini. Une démarche de concertation citoyenne et de définition d'un projet est engagée depuis 2021 ; elle permettra de définir une future orientation d'aménagement et de programmation. » [Cette section justifie la suppression du PAPAG.]

Dans cette même notice, nous pouvons pourtant lire quelques pages plus loin :

« n°54 : la création de cette aire de stationnement n'est plus justifiée en raison de l'évolution du projet de renouvellement urbain de la rue de Genève. »

En quoi consiste ce projet exactement ? Quel est l'état d'avancement ? Qu'est-il prévu ? En quoi y a-t-il « évolution du projet » ?

Si la population était réellement consultée depuis 2021, nous devrions en 2024 pouvoir répondre à ces questions, or ce n'est pas le cas.

b) La modification n°5 du PLU impose une servitude d'alignement rue de Genève, notamment sur :

- la « dent creuse » au 15 rue de Genève,
- la maison d'habitation et le local commercial (Best Fried Chicken) au 31 rue de Genève, et
- le 27 rue Ravier.

Il serait intéressant de comprendre quel aménagement est envisagé pour la rue de Genève afin de comprendre l'utilité de cette servitude d'alignement.

Il nous semble par ailleurs que cette servitude est sévère en ce qu'elle prive les propriétaires riverains de la rue de Genève de tout espace en front de rue. A quel besoin concret cette servitude répond-elle ?

4. Le secteur Uétoile

Dans l'écoquartier de l'étoile, il est prévu pour l'habitat une réduction du stationnement de 1 place par logement à 0.8 place par logement, soit moins d'un véhicule par foyer. Si la réduction du nombre et de l'utilisation des voitures individuelles paraît louable, la limite imposée est-elle réaliste ? Ne va-t-elle pas générer davantage encore de stationnements sauvages dans nos quartiers ?

5. Les absents du débat

Malgré les demandes passées de l'Association, il n'est toujours pas proposé de plan d'épannelage sur l'ensemble de la commune, qui pourtant nous semble être un moyen simple de contrôler les nouvelles constructions par les promoteurs immobiliers tout en préservant la qualité de vie des habitants.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Pour Ambilly, Terres Citoyennes.



Laura Charrière
Présidente



Elodie Chareyre
Secrétaire

Enquête publique du 4 Novembre au 4 Décembre 2024 concernant la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Envoyé en préfecture le 26/03/2025

Reçu en préfecture le 26/03/2025

Publié le 26/03/2025
ID : 074-217400084-20250313-DEL_024_2025-DE



Avis du Commissaire Enquêteur :

1. Objectifs de la commune : Le document mis à l'enquête ne peut pas régler les problèmes de gestion de la vie courante et de ses incivilités ;
2. Augmenter la densité : Les partis d'aménagement découlent des objectifs de développement de la part des élus et des lois en vigueur.
3. Projet d'aménagement de la rue de Genève : Ce projet fera surement l'objet d'une communication en direction des riverains de la population et des associations concernées.
4. Quartier de l'Etoile : Je suppose que cette réduction prend en compte le développement des transports en commun et des modes doux ;
5. Absents du débat : Cette question ne peut être traitée que par l'équipe municipale.

Réponse de la Commune d'Ambilly :

Question 1 :

« Ces observations portent sur les objectifs définis dans le projet d'Aménagement et de Développement Durable du Plan Local d'Urbanisme approuvé lors de la révision générale du 3 juillet 2014. Ce document et ces orientations ne font pas partis des objectifs énoncés lors de la prescription de la modification n°5 du PLU. Par conséquent, même si nous en comprenons les enjeux, il ne sera pas possible de donner suite à cette demande formulée dans les observations. »

Question 2 :

« La parcelle AB 106, frappée d'un emplacement réservé logement, a été reclassée en zone Um afin de produire un petit collectif pour se conformer aux objectifs de production de logement social et permettre l'aboutissement d'un projet porté par un bailleur social et approuvé par la Direction Départementale des Territoires, en lien avec cet emplacement réservé et sa destination.
Le reclassement des parcelles AC 112 et AC 173 a été réalisé car la hauteur et la volumétrie du bâtiment existant est plus en adéquation avec la zone Uc que la zone Um.
La commune met en place des projets et des services publics conformes aux attentes et à l'évolution de son territoire. »

Question 3 :

« Ces observations portent sur l'aménagement de la rue de Genève. Une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP n°2) est présente au niveau de la rue de Genève. Cette Orientation donne les grands principes d'aménagement. Le secteur de la rue de Genève faisait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique afin de permettre l'aboutissement d'un projet de renouvellement urbain. Cette Déclaration d'Utilité Publique a été éteinte lors du jugement de la cour administrative d'appel de Lyon le 18 avril 2024. L'attente de cette décision juridique n'a pas permis d'aboutir à un projet d'aménagement précis de ce secteur. En effet la commune a souhaité pendant cette durée se concentrer sur les autres grands projets communaux (plan de

Enquête publique du 4 Novembre au 4 Décembre 2024 concernant la
modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Envoyé en préfecture le 26/03/2025
Reçu en préfecture le 26/03/2025
Publié le 26/03/2025
ID : 074-217400084-20250313-DEL_024_2025-DE

déplacement urbain, rénovation de ses groupes scolaires, bâtiment enfance...). Cependant, pendant toute la durée de la procédure la commune a maintenu et continué les portages fonciers de la rue de Genève pour les biens frappés de l'emplacement réservé 52.

Les servitudes d'alignement réalisées au niveau du 54 rue de Genève, du 31 rue de Genève et au 27 rue Ravier ont été instaurées pour protéger les mutations et faciliter l'insertion de construction en front de rue dans ces secteurs. Ceci permet une insertion plus lisible des projets qui pourront voir le jour.

La commune ne comprend pas la dernière remarque sur la sévérité des mesures envers les propriétaires riverains de la rue de Genève, qui les privent de tout espace en front de rue. »

Question 4 :

« Cet écoquartier est proche de la gare d'Annemasse, desservi par des lignes de transports collectifs performantes et favorable au mobilité actives. De plus, il sera majoritairement piétonnisé.

Ces préconisations ont pour but de limiter les contraintes du stationnement dans les projets de constructions mais surtout de restreindre l'incitation à l'utilisation d'une voiture individuelle dès lors que l'habitat se situe au sein d'un espace suffisamment dense et où la qualité de la desserte en transport collectif est satisfaisante. Enfin, cette disposition est en accord avec les prescriptions du Plan de Déplacement Urbain de l'agglomération Annemasse les Voirons.

La commune, afin d'éviter les stationnements ventouses et pour permettre de faciliter le stationnement de ses habitants, travailleurs et étudiants, a mis en place un stationnement payant.

Cette mesure a apporté plus de places disponibles, et permet de mieux limiter le stationnement sauvage. Le stationnement payant ainsi que le déploiement des mobilités actives au sein de l'écoquartier permettent de rendre réaliste cette prescription du PLU. »

Question 5 :

« Cette observation ne porte pas sur un des objectifs énoncés lors de la prescription de la modification n°5 du PLU. Par conséquent, même si nous en comprenons les enjeux, il ne sera pas possible de donner suite à cette demande formulée dans les observations. »

Réponses aux observations reçues par courriel

Bonjour,

Nous vous écrivons dans le cadre de l'enquête publique concernant le modificatif du PLU.

Il est projeté un découpage en deux zones différentes du tènement au 10, rue des Acacias, composé des parcelles numéro 253, 254 et 255.

La parcelle 253 appartient à un copropriétaire de la parcelle 254 et est utilisée en tant que jardin. Cette parcelle fait partie intégrante de l'enceinte du 10, rue des acacias.

Pouvez-vous nous préciser s'il s'agit d'un découpage volontaire ou d'une erreur d'appréciation à rectifier ?

Enfin, en tant que professionnels du bâti, nous profitons de ce message pour vous demander plus de précisions concernant les critères d'attribution du bâti remarquable. En effet :

- En comparant son architecture avec le corps de bâtiment principal du domaine du pressoir, les bâtiments présentent des similarités constructives et conceptuelles similaires, à l'exception des pierres de taille. Elles peuvent traiter d'une même époque et être construites avec la main-d'œuvre qualifiée.

La copropriété s'apparente à une densité souhaitée dans un milieu urbain tel qu'Ambilly.

Le volume contribue à l'uniformité d'un belvédère aéré, composé de masse de densité homogène.

Sachez que nous sommes à disposition pour tout complément d'information.

Avis du Commissaire Enquêteur :

Ces questions ne peuvent qu'être traitées que par la commune d'Ambilly.

Réponse de la Commune d'Ambilly :

« Ces observations portent sur la présence de deux zonages différents pour le tènement du 10 rue des Acacias, composé des parcelles 253, 254 et 255. Ces observations concernent une disposition du PLU en place depuis la révision générale n°2, approuvée en 2014, et la modification ou la suppression de celle-ci ne fait pas partie des objectifs énoncés lors de la prescription de la modification n°5 du PLU. Par conséquent, même si nous en comprenons les enjeux, il ne sera pas possible de donner suite à la demande. Néanmoins, cette demande sera prise en compte dans la future révision du Plan Local de l'Urbanisme. »

2 - Observation de M. René Minet

Madame, Monsieur,

Après consultation du PLU et de l'emplacement mentionnés ci-dessus, je vous fais part des observations suivantes.

Ce projet avait déjà fait l'objet de discussions sur place le 17 septembre 2021 entre les copropriétés Le Cascadet et Les Monthouses, et Monsieur Camille Lanoir, membre de la mairie d'Ambilly, qui avait conclu oralement à l'impossibilité du projet.

La mairie envisage d'acheter l'escalier appartenant à la copropriété Le Cascadet pour créer un accès vers la rue des Maraîchers

Outre la contrainte technique d'une largeur bordée de murs, bien moindre que les 3 mètres envisagés (environ 1m30), l'escalier débouche en bas, non pas sur la rue des Maraîchers, mais sur la copropriété privée Les Monthouses, délimitée par un portail :

Le portail est pour l'instant laissé ouvert par complaisance, en attendant le chemin d'accès prévu par la mairie d'Ambilly (emplacement réservé n° 9 du PLU) qui semble prendre du retard.

Selon la pièce n° 3 ci-jointe, il existe deux servitudes de passage.

La copropriété Le Cascadet propriétaire de l'escalier (partie de la parcelle n° 372) dont elle a la responsabilité et la charge de l'entretien, autorise le passage vers la rue des Monthouses **aux seuls membres** de la copropriété Les Monthouses.

En contrepartie la copropriété Les Monthouses propriétaire du parking (parcelle n° 368) dont elle a la responsabilité et la charge de l'entretien, autorise le passage vers la rue des Maraîchers **aux seuls membres** de la copropriété Le Cascadet.

Tout changement de ces droits demanderait l'approbation en assemblée des copropriétaires à la double majorité prévue à l'article 26 de la loi de 1965. Connaissant les opinions de plusieurs copropriétaires, il est quasi-certain qu'aucune des deux majorités ne serait obtenue, notamment à cause des nuisances engendrées et déjà rencontrées (crottes de chiens, détritus et bris de verre, urines dans les garages, trafics dans les garages, bruits le soir, etc.).

Dans ces conditions, le projet PLU M5 - emplacement n° 4 me semble impossible.

Restant à votre disposition pour toutes précisions complémentaires, recevez Madame, Monsieur, mes meilleures salutations

Avis du Commissaire Enquêteur :

Cette question ne semble être le sujet de la modification N°5.

Enquête publique du 4 Novembre au 4 Décembre 2024 concernant la
modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Envoyé en préfecture le 26/03/2025
Reçu en préfecture le 26/03/2025
Publié le 26/03/2025
ID : 074-217400084-20250313-DEL_024_2025-DE

Réponse de la Commune d'Ambilly :

« Ces observations portent sur la présence d'un emplacement réservé n°4. Ces observations concernent une disposition du PLU en place depuis la révision générale n°2, approuvée en 2014, et la modification ou la suppression de celle-ci ne fait pas partie des objectifs énoncés lors de la prescription de la modification n°5 du PLU. Par conséquent, même si nous en comprenons les enjeux, il ne sera pas possible de donner suite à la demande. Néanmoins, cette demande sera prise en compte dans la future révision du Plan Local de l'Urbanisme. »

L'ensemble des observations ayant été traitées, le présent rapport contenant les réponses à celles-ci par le maître d'ouvrage est clos ce jour. Ce rapport a été validé en commission urbanisme en date du 15 janvier 2025

**Fait à Ambilly, le
Le Maire, Guillaume MATHELIER**